



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Discours de la Directrice générale de l'UNESCO

Audrey Azoulay,

à l'occasion de la rencontre consacrée aux Initiatives Nationales pour la Protection des Journalistes – Les bonnes pratiques

UNESCO, 12 décembre 2017

Mme la Présidente de la Conférence Générale,

S. Exc. Madame Claudia Reinprecht, Ambassadeur et Délégué permanent de
l'Autriche auprès de l'UNESCO,

Excellences Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs,

Soyez les bienvenus pour cette rencontre consacrée aux Initiatives nationales pour
la sécurité des journalistes, organisée avec le *Groupe d'amis de l'UNESCO pour la
sécurité des journalistes*.

Ce Groupe d'Amis, qui réunit 31 pays, est une excellente initiative, et je tiens à
remercier tout particulièrement l'Autriche et la Suède, le Canada, les Pays-Bas et les
Etats-Unis, pour leur soutien à cette initiative.

Des groupes similaires se sont constitués à New York, à Genève, pour renforcer la
visibilité de cette question et la coordination internationale, notamment dans la famille
onusienne, et j'y vois un exemple de la façon dont l'UNESCO anime et donne
l'impulsion du débat public sur ce sujet.

Comme vous le savez, nous avons lancé hier, en présence de M. Zeid Ra'ad Al
Husseini, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'homme, l'année
des cérémonies du 70^e anniversaire de la *Déclaration Universelle des Droits de
l'Homme*.

L'Article 19 de la Déclaration Universelle de 1948 stipule le droit fondamental pour tout individu de chercher, de recevoir et de diffuser les informations.

Cette liberté de la presse, disait Albert Camus, est le visage de la liberté tout court, et l'UNESCO défend cette liberté comme un droit capital, dont dépend le bon fonctionnement de toute société démocratique, de la lutte contre la corruption au plein épanouissement des citoyens. C'est la clé de notre accès à la vérité.

Cette liberté est extrêmement fragile, et mise en péril à travers le monde, car celles et ceux qui la font vivre, les journalistes, sont pris pour cibles.

Un journaliste est tué tous les quatre jours

Dans neuf cas sur dix, ces crimes restent impunis.

Ces dix dernières années, l'UNESCO a condamné plus de 800 cas d'assassinats de journalistes.

Ces meurtres constituent l'ultime forme de censure, et génèrent de l'autocensure, et ils mais n'épuisent pas l'éventail des violences utilisées pour faire taire les journalistes, arrêter les enquêtes jugées gênantes, s'en prendre aux sources, et stopper la circulation de la vérité ... attentats ciblés, enlèvements, détentions arbitraires, torture... Les femmes journalistes sont particulièrement vulnérables et victimes de formes spécifiques de violences et de harcèlement.

De nouvelles formes de censure ou de manipulation apparaissent également sur internet et les réseaux sociaux, et l'UNESCO les analyse également dans son *Rapport sur les tendances mondiales en matière de liberté d'expression*, dont le Résumé a été lancé pendant la Conférence générale -- le rapport complet sera disponible à la fin du mois.

C'est un défi pour les journalistes eux-mêmes, dont la crédibilité se trouve menacée par ceux qui manipulent sous couvert de production d'information et engendrent une confusion préjudiciable à la profession.

Ces violations des droits portent atteinte à l'ensemble de la société, parce qu'elles étouffent la parole et affaiblissent la règle du droit, qui sont essentiels au développement durable et à la paix.

Nous devons agir, et la première étape consiste à mesurer l'ampleur du problème pour empêcher le déni.

C'est pourquoi l'UNESCO s'est mobilisé pour inscrire dans l'Agenda 2030 un indicateur spécialement dédié à la sécurité des journalistes, sous l'Objectif de Développement Durable 16, pour l'accès public à l'information et à la protection des libertés.

L'adoption cette année d'une résolution spéciale sur la sécurité des journalistes par Conférence Générale de l'UNESCO témoigne de l'engagement des Etats-membres sur ce sujet.

Ladies and Gentlemen,

As you know, UNESCO has a very special role to play, as *the UN agency* with the mandate to defend freedom of expression and media freedom.

As Director-General, I stand up every time a journalist is killed on the job and call for justice with Governments -- and this is followed up with a mechanism by the Organisation and the exchanges of letters with Governments, requesting information.

In Nepal, in Pakistan, in South Sudan, UNESCO is working with the authorities, professional associations, to strengthen national efforts to protect journalists.

In South America, in Africa, UNESCO is bolstering the training of judges, to sharpen the work of law enforcement, to defend freedom of expression.

Across the world, UNESCO is bolstering national action, to prevent attacks against journalists, to ensure impunity does not stand.

Across the world, UNESCO is supporting journalists themselves, through training, through journalism schools.

The *Multi-stakeholder Consultation on Strengthening the Implementation of the United Nations Plan of Action on the Safety of Journalists and the Question of Impunity*, held last June in Geneva, provided an excellent platform to share experience and good practice.

Our meeting today is another step forward, and we will hear insight from Colombia, from Afghanistan, from Serbia, from Sweden, as well as from Senegal.

Sharing experience of what works, *and what doesn't*, at the national level, is absolutely necessary.

It is not enough to denounce, we need to prevent -- this is the spirit of UNESCO -- and this means strengthening the capacities of Member States through strong national mechanisms, reflecting needs on the ground.

Of course, responsibility lies primarily with Governments, especially an effective judicial system -- but partnership is essential, drawing on all voices, including media organizations themselves, civil society, lawyers, internet actors, as well as academic experts.

This is where international cooperation is important, to further reinforce national efforts and create new coalitions for innovative action.

I would like to conclude by assuring you of my determination to fulfil UNESCO's mandate on freedom of the press, which is essential and profoundly linked to the other pillars of our mission.

In this spirit, I thank you again and wish you fruitful discussions.